

**PRIX DE LA FONDATION  
JEAN-JAURES  
2009**

**Mathieu Monot**

**Le double souffle politique de l'Europe.  
Socialistes, démocrates-chrétiens  
et la politisation de l'Union européenne**

**Master 2 en histoire contemporaine,  
sous la direction d'Éric BUSSIÈRE  
Université Paris-Sorbonne Paris IV**

**septembre 2009**

## RÉSUMÉ DU MÉMOIRE

La perspective de l'élection directe au Parlement européen a contribué à modifier le paysage politique communautaire en donnant vie à un système politique européen. Au-delà des groupes parlementaires créés au sein du Parlement européen et qui ont été les premiers noyaux de collaboration politique au niveau communautaire, quelques partis politiques européens, « fédérations » de partis nationaux, avec leurs statuts et leur organisation, et même de nombreux traits communs entre eux, se sont constitués en vue des élections directes de 1979. Si l'historiographie concernant les domaines institutionnel, juridique et économique de l'évolution des Communautés européennes est riche, force est de constater que l'Europe dessinée par les partis politiques – notamment par les organisations transnationales – n'est que très peu évoquée et le plus souvent de façon superficielle. L'historien doit ainsi se tourner vers les études menées par des politistes. S'ils sont plus nombreux, les travaux sur la place des formations politiques dans l'intégration européenne ne constituent pas l'un des principaux domaines de la recherche en science politique, notamment en France.

Chronologiquement, il est possible de distinguer cinq grandes périodes dans la recherche sur les forces politiques au sein des Communautés européennes. Dans les années 1950 et 1960, les études portaient sur les débuts de la coopération politique à l'Assemblée commune de la CECA puis au Parlement européen. Ernst Haas consacre dans *The Uniting of Europe : Political, Social and Economical Forces 1950-1957*<sup>1</sup> deux chapitres à l'analyse de la compétition partisane à l'échelle européenne. Celui-ci a longtemps servi de référence en la matière. D'autres recherches importantes ont également été menées durant cette période, comme par exemple l'étude de la coopération entre partis politiques au Parlement européen entre 1952 et 1962, publiée par Guy Van Oudenhoove en 1965<sup>2</sup>. A partir de 1976 où il est décidé de faire élire le Parlement européen au suffrage universel direct, une nouvelle vague de travaux firent leur apparition. Ils répondaient à l'institutionnalisation nouvelle de la coopération transnationale entre familles politiques. On pense notamment à l'ouvrage de référence de Geoffrey et Pippa Pridham, *Transnational Party Cooperation and European Integration*<sup>3</sup>. Les deux auteurs prédisaient la constitution rapide d'un « système de partis européens » et la mise en place d'une compétition électorale comme nouveau moteur de l'intégration européenne. Durant les années 1980, les politistes se sont complètement désintéressés de cet objet de recherche : les promesses affichées par l'édification des fédérations de partis peu avant 1979 ont beaucoup déçu. Elles n'ont pas su assurer leur mue sous la forme de partis politiques au sens classique du terme. Il a fallu attendre la signature du Traité de Maastricht et les effets de son article 138A (instituant les « partis politiques au niveau européen ») pour que la recherche s'intéresse, de nouveau, au jeu politique des structures européennes. À cette occasion, de très nombreux travaux ont été menés, la plupart

<sup>1</sup> HAAS Ernst, *The Uniting of Europe : Political, Social and Economical Forces 1950-1957*, Stevens, Londres, 1958, 552 pages.

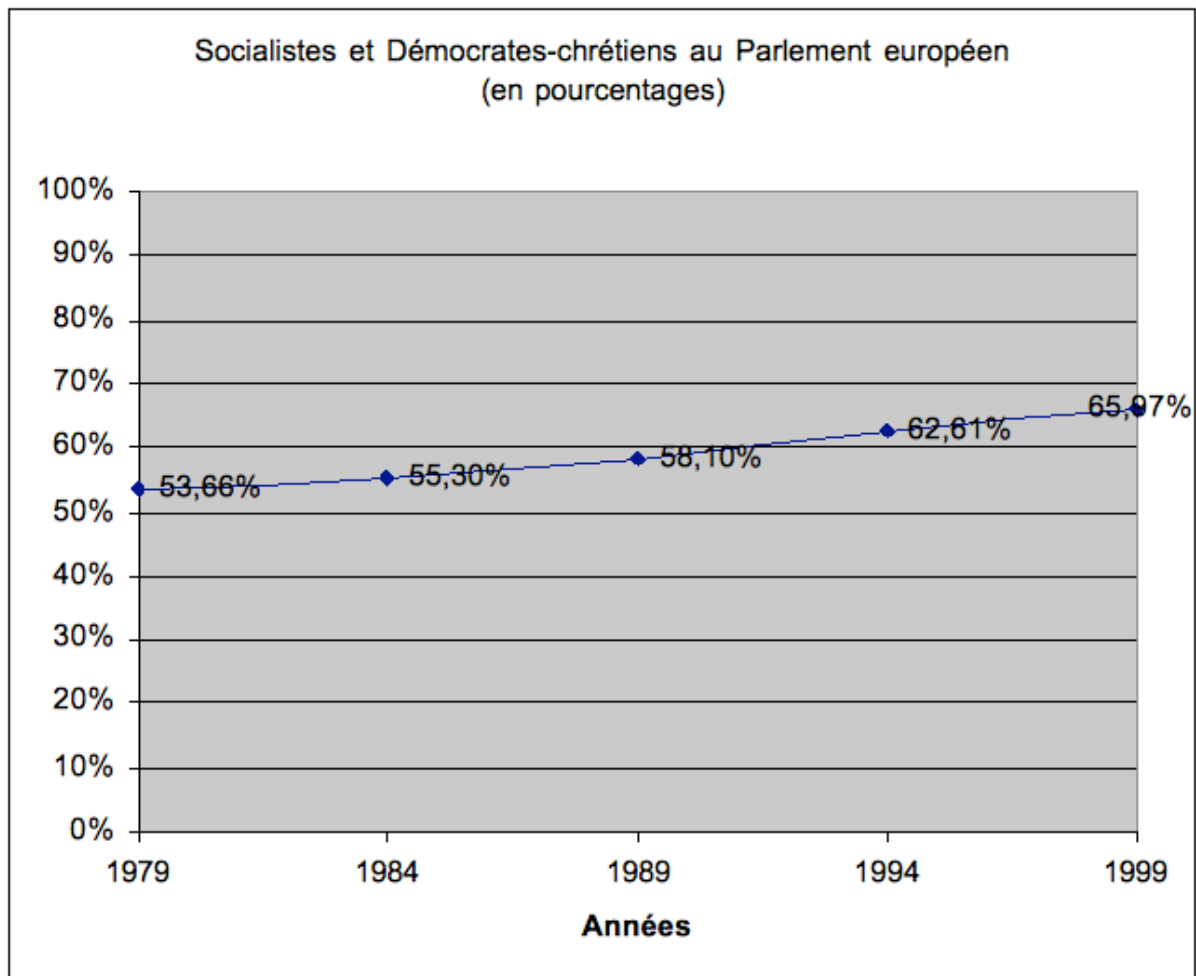
<sup>2</sup> VAN OUDENHOVE Guy, *The Political Parties in the European Parliament. The First Ten Years, september 1952-september 1962*, Leyden, Sijthoff, 1965, 268 pages.

<sup>3</sup> PRIDHAM Geoffrey, PRIDHAM Pippa, *Transnational Party Cooperation and European Integration*, Allen & Unwin, London, 1981, 307 pages.

précisant la nature, l'organisation et le fonctionnement de ces nouvelles structures<sup>4</sup>. Aujourd'hui, une cinquième période s'ouvre depuis l'adoption des règlements du 4 novembre 2003 et du 18 novembre 2007. Ces textes complètent la reconnaissance juridique des partis politiques européens en leur conférant un statut officiel et des financements propres. Toutefois, il n'existe encore que peu de travaux publiés depuis ces dates. Nous nous inscrivons de fait dans cette dernière période, tout en ayant une particularité : ce mémoire se veut une contribution historique sur la coopération politique transnationale.

À la lecture de cette chronologie, il semblerait que la formation d'un espace politique européen et la recherche universitaire soient largement influencées par les avancées institutionnelles successives. Cette dimension fut constamment présente tout au long de notre étude et nous tâchâmes d'en comprendre les mécanismes. Évoquer la mise en place d'une structure partisane à l'échelle européenne, nous a obligé à circonscrire l'échiquier politique de manière bipolaire, autour d'un clivage gauche-droite. C'est pourquoi nous proposons une étude des organisations socialistes et démocrates-chrétiennes (dans leurs multiples acceptations) à l'échelle européenne de la fin des années 1970 au début des années 2000. En effet, ces deux familles structurent l'espace politique aussi bien nationalement qu'au niveau des Communautés. Le meilleur indicateur reste leur présence au Parlement européen. Sur les cinq premières législatures depuis la mise en place du suffrage direct, le groupe démocrate-chrétien et le groupe socialiste représentent entre 53,66% et 65,97% des membres de l'Assemblée (cf. tableau ci-dessous). La suprématie des socialistes et des démocrates-chrétiens apparaît indiscutable. Face aux deux grands, les autres composantes politiques apparaissent amoindries.

<sup>4</sup> La majeure partie des études utilisées dans ce mémoire ont été rédigées au cours de cette période. Nous vous invitons donc à consulter notre bibliographie pour en trouver une liste exhaustive.



Par un souci de logique chronologique, notre étude débute en 1979 et s'achève en 2004. Ces deux années correspondent à des élections européennes, nous avons donc un point de départ commun entre les différentes organisations transnationales. Bien plus, ces bornes nous ont permis d'évoquer l'ensemble des débats portant sur la structuration politique de l'Union européenne. Un terme a retenu toute notre attention : la « politisation » de l'espace communautaire. Concept malléable, employé différemment selon l'approche disciplinaire adoptée, la politisation fut pour nous l'action d'attribuer un caractère politique explicite à ce qui n'en avait pas. Par extension, la politisation d'un groupe est le mouvement par lequel les questions partisans et idéologiques le pénètrent. Nous émettons ainsi l'hypothèse d'une ouverture progressive des débats politiques européens à une compétition partisane selon l'axe gauche-droite traditionnel. Il ne s'agit pas pour autant de prétendre que la majeure partie de l'histoire de l'intégration européenne a été dépourvue de politique. Cela serait commettre un incroyable contresens historique. La Communauté européenne du charbon et de l'acier conçue pour rendre irréversible la coopération franco-allemande, l'institution du Conseil européen et l'élection du parlement au suffrage universel, ou encore la monnaie unique ne sont que des décisions hautement politiques. Toutefois, nous donnons un sens plus « partisan » dans notre définition de la « politisation ». Nous souhaitons comprendre le rôle des euro-partis dans le processus de décision européen. Nous les avons définis comme des organisations qui rassemblent des partis nationaux de pays européens en une association extraparlamentaire sur la base d'affinités partisans et d'un programme d'actions

politiques centré sur l'Union européenne.

Notre étude met en évidence les conceptions théoriques, les ambitions, les objectifs, les espoirs, les contradictions, les pratiques et structures politiques des socialistes et démocrates-chrétiens européens. Selon nous, la « politisation » de l'Europe naît de l'interaction d'organisations politiques structurées à l'échelle communautaire (UPSCE/PSE-PPE) et d'institutions capables, par leurs évolutions, de les intégrer. Nous avons envisagé en détail l'hypothèse d'une politisation accrue des centres de décisions européens au cours de la période étudiée, doublée de la mise en place progressive d'un véritable système de partis. Nous supposons que ce phénomène s'est fait principalement autour de nos deux familles politiques, le fameux « double souffle »<sup>5</sup> cher à Edgar Morin. Dans quelles mesures socialistes et démocrates-chrétiens sont-ils au cœur du processus de politisation de l'Union européenne ?

Notre recherche s'appuie sur la méthode de l'analyse comparative. En effet, rares sont les études à adopter cette démarche intellectuelle. La majorité des travaux concernant la mise en place d'un espace politique européen préfère isoler chaque organisation, ne réalisant des comparaisons qu'en conclusion. Nous avons réalisé ce mémoire à partir des documents de congrès, des programmes électoraux, et des discours des principaux responsables des questions européennes et internationales. Nous avons complété nos recherches par la consultation de nombreuses sources écrites (presse européenne, textes juridiques, témoignages d'acteurs...), les comptes rendus des séances du Parlement européen et par la réalisation d'interviews.

Ainsi, ce mémoire de Master 2 s'articule autour de deux parties, chacune composée de trois chapitres.

Dans un premier temps, nous avons traversé l'histoire des organisations européennes, des balbutiements transnationaux du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à l'instauration de véritables partis européens avec personnalité juridique dans les années 2000. Un retour aux sources des mouvements politiques nous semblait essentiel. Nous avons ainsi démontré que la coopération partisane transnationale n'était pas un mouvement nouveau et propre à la construction européenne. La structuration des groupes parlementaires au début des années 1950, puis des fédérations européennes de partis à la fin des années 1970 n'auraient pu se réaliser si ces deux familles politiques n'avaient pas entretenu, pendant près d'un siècle, en leur sein, de nombreux échanges. Nous avons également pointé une certaine logique chronologique. Il n'est pas étonnant que les socialistes européens fussent les premiers à se regrouper dans un groupe parlementaire à l'Assemblée commune de la CECA, puis à former la première fédération européenne de partis. L'internationalisme est l'une des valeurs fondatrices du socialisme et ces derniers l'ont pratiqué tout au long de leur histoire. Ce ne fut pas le cas du côté de la famille démocrate-chrétienne. Nous avons pu évoquer la difficile « transnationalisation » de ce mouvement politique bien qu'il ait toujours mis en avant son unité idéologique. Ainsi, le groupe parlementaire et surtout le PPE ont très rapidement été structurés et porteurs d'une ligne politique unique, fidèle aux valeurs historiques de la démocratie-chrétienne.

Nos deux chapitres suivants, en nous présentant les évolutions organisationnelles des

<sup>5</sup>MORIN Edgar, *Penser l'Europe*, Éditions Gallimard, Paris, 1987 (réédition 1990), page 161.

mouvements politiques, ont démontré que chacune de ces transformations fut la conséquence indirecte d'une avancée communautaire. Suffrage universel pour l'élection du Parlement européen, article 138A du Traité de Maastricht, règlements de 2003 et 2007 : chacune de ces réformes institutionnelles était à la base d'une matérialisation toujours plus croissante de l'espace politique européen.

Après avoir identifié les organisations politiques et étudié leur structuration, nous nous sommes intéressés à leur place au sein des centres européens de décisions. Ainsi, la seconde dimension de notre travail consistait à évoquer la politisation de l'Union européenne autour des familles socialiste et démocrate-chrétienne. L'étude successive de chaque centre décisionnel de l'Union européenne – formant le très reconnu « triangle institutionnel » – nous a semblé la méthode la plus adéquate. Nous avons pour cela croisé nos recherches personnelles (et notamment notre étude statistique) aux travaux des politistes les plus chevronnés. Notre démarche se voulait résolument historique : il s'agissait d'identifier le processus de politisation, son évolution et ses conséquences. Ce phénomène, qui fait débat dans la communauté scientifique, se formalise, lui aussi, au fur et à mesure des avancées institutionnelles. Un clivage gauche-droit s'installe ainsi à l'échelle de l'Union européenne. Nous avons tenté d'en retracer la genèse dans ce mémoire. Si le Parlement européen apparaît comme l'organe de prédilection de l'expression partisane, force est de constater que, depuis la présidence de Jacques Delors, la Commission européenne est de plus en plus considérée comme une structure politique. Les dernières élections de juin 2009 tendent à le prouver. Les partis de gauche (notamment Verts et Socialistes) ont tenté de « politiser » ce scrutin en évoquant la possibilité d'un candidat alternatif face au président sortant, José Manuel Barroso. Enfin, s'il n'est pas faux que les Conseils (Conseil de l'Union européenne et Conseil européen) sont avant tout des lieux de confrontation d'intérêts nationaux, nous avons démontré en quoi leur préparation au sein des partis européens les rendait éminemment politiques<sup>6</sup>.

Poussés par l'idée qu'ils se font des aspirations démocratiques de leurs électeurs, nous supposons que les acteurs politiques vont poursuivre cette entreprise de politisation. Comme le rappelle justement Simon Hix « en ne permettant pas davantage de politique au sein de l'Union, les conséquences risquent d'être graves étant donné que les citoyens se retourneront de plus en plus contre ce qu'ils considèrent comme une forme de « despotisme" bureaucratique »<sup>7</sup>.

*Sonder la structuration et l'évolution d'une hypothétique « politisation » des débats à l'échelle européenne autour des familles socialiste et démocrate-chrétienne fut le but premier de notre recherche. De ce point de départ, nous avons soulevé d'autres problématiques et mis en avant une nouvelle approche de l'intégration européenne. Résumons donc les autres acquis de nos travaux.*

Nous avons pu démontrer comment s'élaborait, au moins juridiquement, un vrai système européen de partis politiques. Il est indispensable de ne pas penser son organisation sur le même modèle que celui des partis nationaux de la plupart des États membres de l'Union européenne. C'est la démarche que nous nous sommes

<sup>6</sup> Nous entendons ici par « politique » l'expression d'un clivage gauche-droite.

<sup>7</sup> HIX Simon, BARTOLINI Stefano, *La politisation de l'UE : remède ou poison ?*, Policy Paper n°19, Notre Europe, Etudes & Recherches, page 28.

évertués de tenir. Ce système s'articule autour de trois composantes indissociables, qui forment un tout : un euro-parti englobant son groupe politique au Parlement européen et l'ensemble des partis nationaux. Chacune de ces entités a un rôle propre, le parti européen apparaissant comme une « maison commune ». Il permet en effet des coopérations poussées non seulement à l'intérieur de chaque famille politique, mais également entre les familles politiques, que ce soit au Parlement européen, entre groupes politiques, ou en dehors.

Notre étude met également en avant les évolutions organisationnelles au sein des familles socialiste et démocrate-chrétienne. À l'échelle du socialisme européen, une nette tendance à l'unité et à la convergence idéologique semble s'installer. Ce mémoire nous permet de distinguer deux périodes dans la mise en place d'un mouvement socialiste transnational : de 1979 à 1992 et l'après Maastricht.

En effet, les premières élections européennes obligent les partis socialistes à la mise en place d'une réflexion commune et les poussent à se structurer avec la naissance de l'UPSCE. Au cours des années 1980, les rapprochements politiques des partis et la recherche d'indépendance des structures communautaires témoignent d'une lente convergence entre socialistes. Cette ambiguïté nous semble exacte : le socialisme européen s'affirme seulement si les partis adoptent des positions communes et si les organes communautaires prennent leurs distances (pour les sujets irréductibles, par exemple). Ainsi pouvons-nous expliquer la volonté de quelques socialistes d'obtenir un principe de vote à la majorité qualifiée dans les instances européennes du socialisme. Les réflexes nationaux au sein du groupe au Parlement européen s'estompent progressivement et une véritable culture parlementaire transnationale s'instaure. Toutefois, l'UPSCE ne parvient pas à s'autonomiser comme un véritable parti politique. Elle reste grandement dépendante du GSPE, n'impulse que très difficilement une ligne politique et fait essentiellement de « caisse de résonance ». Comme bien souvent, c'est une évolution institutionnelle des Communautés qui fera connaître au monde socialiste sa plus grande mutation. Le Traité de Maastricht ouvre la possibilité de créer des « partis politiques au niveau européen ». L'apparition du PSE pousse ainsi les socialistes sur le chemin de l'unité. Les statuts de l'organisation sont modifiés et nous voyons l'apparition officielle des sommets de leaders et de chefs d'État ou de gouvernement socialistes. Ces instances renforcent d'emblée le PSE. Il devient progressivement une structure importante à l'échelle de l'Union, notamment dans sa capacité à préparer les Conseils européens. Les règlements de 2003 et de 2007 lui permettent également (à l'instar des autres euro-partis) de s'autonomiser. Si le GSPE reste la structure majeure au Parlement européen (et garde une certaine indépendance vis-à-vis du PSE), la famille socialiste dispose désormais d'un véritable parti politique au niveau européen. Toutefois, le poids des organisations nationales ne doit pas être négligé. Elles restent les seuls vecteurs permettant de populariser le PSE dans leurs pays respectifs. Si cette volonté s'affirme – en France, par exemple, sur les affiches électorales depuis 1994 – elle demeure assez discrète.

À l'inverse, la famille démocrate-chrétienne – devenue « populaire » – tend vers l'éclatement. Là encore, deux périodes sont à distinguer : avant et après le début des années 1990. Jusqu'à l'entrée des conservateurs dans l'escarcelle démocrate-chrétienne, cette famille était la plus unie d'Europe. Dernière grande fédération européenne de parti à voir le jour, le PPE rattrape son retard de la meilleure des

manières en atteignant un niveau de structuration encore inédit. Le constat est identique au sein de son groupe parlementaire. Notre étude statistique a tâché de le démontrer. Politiquement, les positions démocrates-chrétiennes convergent fortement et le PPE peut ainsi clamer dans ses statuts son fédéralisme sans limite. Toutefois, à partir du début des années 1990, la famille démocrate-chrétienne est frappée d'une crise identitaire. Elle se matérialise à l'échelle du PPE et du groupe parlementaire par l'entrée progressive des conservateurs. Ces derniers finissent à terme par devenir majoritaires au sein de ces structures. Notre étude statistique nous indique à quel point la présence des conservateurs sclérose complètement le groupe : l'unité qui symbolisait le PPE dès la fin des années 1970 n'est plus qu'un vague souvenir. Toutefois, cette transformation de la famille populaire semble en mouvement. Si en 2004 cette désunion est indiscutable, il y a fort à parier qu'avec le départ d'une partie des conservateurs en mai 2009, la nature du PPE soit à nouveau remise en question.

Ainsi, nos travaux ont mis en évidence un phénomène, encore peu visible à l'extérieur de la machine européenne où socialistes et populaires tiennent les principaux rôles : la politisation progressive des institutions communautaire autour d'une bipolarisation.

## SOURCES

### **Centre d'archives socialistes (Fondation Jean Jaurès) :**

#### Archives du Parti socialiste

Campagne pour les élections européennes de 1979 : dossiers 7 EF 79, 84, 89, 94

Construction européenne : dossiers 40 RI 1973-1979, 1977-1978, 1979, 1982-1984, 1989, 40 RI 1992.

UPSCE : dossiers 50 RI UPSCE 1980, 1980-1982, 1983-1984, 1984 (élections européennes), 1985, 1986-1987, 1987, 1994.

Journal *l'Unité* (hebdomadaire du Parti socialiste de 1972 à 1986) : nous avons consulté tous les numéros parus de 1979 à 1986. La collection complète de *L'Unité* est consultable en format numérique sur le site Internet de la Fondation Jean Jaurès.

#### Fonds privés

Fonds Robert Pontillon : dossiers 8 FP 7 / 212-224, 219, 222, 231, 232, 234, 235, 244, 247, 250, 251, 253, 254, 257, 258, 259, 260, 262, 271, 272, 273, 274, 275, 276.

### **Office universitaire de recherche socialiste (OURS) :**

*L'Europe des socialistes* : mensuel de la délégation française au groupe socialiste du Parlement européen, de février 1986 (n°1) à avril 1989 (n°35).

*EUSO* : mensuel du Groupe socialiste au Parlement européen, de janvier 1978 (n°1) à décembre 1978 (n°10).

### **Archives du Bureau d'information pour la France du Parlement européen :**

Ce bureau situé à Paris rassemble l'intégralité des comptes rendus de séance du Parlement européen. Ils nous ont permis de réaliser notre étude statistique. Les archives se présentent sous la forme d'épais classeurs répertoriés par mois et années. Nous avons ainsi consulté la totalité des comptes-rendus pour l'année 1980 et ceux des mois de septembre à décembre pour 1994. Pour l'année 2000 nous avons pu consulter des archives numériques.

### **Sources numériques :**

Deux sites Internet ont retenu notre attention pour la fiabilité et la richesse des documents qu'ils présentent :

- site de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) : [www.lours.org](http://www.lours.org).
- site de l'European Navigator (ENA), première bibliothèque numérique sur l'histoire de la construction européenne : [www.ena.lu](http://www.ena.lu).

### **Textes juridiques :**

*Les Traités de Rome, Maastricht, Amsterdam et Nice. Textes comparés*, La Documentation française, Paris, 2002, 327 pages.

PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UE, Règlement n°2004/2003 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen du 4 novembre 2003.

PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UE, Règlement n°1524/2007 relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen du 18 décembre 2007.

### **Rapports :**

COUR DES COMPTES EUROPÉENNE. *Rapport spécial n°13/2000 relatif aux dépenses des groupes politiques du Parlement européen*. J.O. n° C 181 du 28/06/2000.

PARLEMENT EUROPEEN. *Rapport sur le statut constitutionnel des partis politiques européens*, 30 octobre 1996, doc. A4-0342/96 (Rapport TSATSOS).

### **Récit d'acteurs politiques :**

DELORS Jacques, *L'Unité d'un homme*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1994, 397 pages.

DELORS Jacques, *Mémoires*, Plon, Paris, 2004, 511 pages.

MARTENS Wilfried, *Mémoires pour mon pays*, Éditions Racine, Bruxelles, 2006, 465 pages.

MAUROY Pierre, *Voyage au cœur de l'Internationale socialiste*, Note n°2 de la Fondation Jean-Jaurès.

PEZET Ernest, *Chrétiens au service de la Cité, de Léon XIII au Sillon et au M.R.P (1891-1965)*, 1966.

### **Entretiens :**

Pervenche BÉRÈS (le 7 mars 2008).

Jean-Pierre COT (le 23 avril 2008).  
Jacques DELORS (le 11 avril 2008).  
Gérard FUCHS (le 20 février et le 12 mars 2008).  
Didier MOTCHANE (le 30 janvier 2008).  
Nicole PÉRY (correspondance).  
Michel ROCARD (le 19 mars 2008).

## BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

### Ouvrages généraux :

BITSCH Marie-Thérèse, *Histoire de la construction de l'Europe*, Éditions Complexes, Paris, 2006, 401 pages.

BOSSUAT Gérard, *Les fondateurs de l'Europe Unie*, Belin Sup Histoire, Paris, 2001, 286 pages.

MORIN Edgar, *Penser l'Europe*, Éditions Gallimard, Paris, 1987 (réédition 1990), 263 pages.

### Ouvrages spécialisés :

#### Construction de l'Union européenne

BITSCH Marie-Thérèse, LOTH Wilfried, POIDEVIN Raymond (dir.), *Institutions européennes et identités européennes*, Bruylant, Bruxelles, 1998, 523 pages.

BOSSUAT Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France. 60 ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République françaises (1943-2003)*, Euroclio, P.I.E.-Peter Lang, Bruxelles, 2005, 630 pages.

#### Partis socialistes nationaux

BECKER Jean-Jacques, CANDAR Gilles (dir.), *Histoire des gauches en France, tome 2 : XX<sup>e</sup> siècle, à l'épreuve de l'Histoire*, éditions La Découverte, coll. « Poche », Paris, 2005, 776 pages.

BERBERI Carine, *Le Parti travailliste et les syndicats face aux questions monétaires européennes*, L'Harmattan, Paris, 2005, 324 pages.

BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'Ambition et le remord. Les socialistes français et le pouvoir (1905-2005)*, Fayard, Paris, 2005, 610 pages.

BITSCH Marie-Thérèse (dir.), *Le Couple France-Allemagne et les institutions européennes : une postérité pour le plan Schuman ?*, Bruylant, Bruxelles, 2001, 609 pages. : BOSSUAT Gérard, « Les socialistes français et l'unité européenne tendances de fond ou ruptures » ; Georges SAUNIER, « Prélude à la relance de l'Europe le couple franco-allemand et les projets de relance communautaire vus de l'hexagone 1981-1985 ».

CHAMBARLHAC, DURY, HOHL, MALOIS, *La France socialiste. Histoire documentaire du Parti socialiste, tome IV : 1969-2005*, Éditions Universitaires de Dijon, Dijon, 2006.

FLANDRE Christelle, *Socialisme ou social-démocratie ? Regards croisés français allemand, 1971-1981*, L'Harmattan, coll. « Des poings et des roses », Paris, 2006, 273 pages.

KREDOS André, *Les Socialistes au pouvoir en Europe (1981-1985)*, Plon, 1986, 403 pages.

SAINT-OUEN François, *Les Partis politiques et l'Europe. Une approche comparative, publications de l'institut universitaire d'études européennes*, PUF, Paris, 1990, 230 pages.

### Socialisme et Europe

Annali della Fondazione Giacomo Brodolini e della Fondazione di Studi Storici Filippo Turati, *I Socialisti e l'Europa*, Franco Angelli, Milan, 1989, 628 pages : DEVIN Guillaume, « L'Union des Partis socialistes de la Communauté européenne : le socialisme en quête d'identité », pages 265 à 290.

BELOT Céline, CAUTRÈS Bruno (dir.), *Vers une européanisation des partis politiques ?*, Politique européenne, Numéro 16, printemps 2005, L'Harmattan, Paris, 2005 : BELOT Céline, CAUTRÈS Bruno, « Redéfinitions et recompositions des partis et systèmes partisans autour de l'enjeu européen : premier sillon sur un terrain en friche » ; Olivier LAURENT, « Le Parti socialiste et l'européanisation de l'espace de confrontation politique : le clivage national à l'épreuve du clivage sur l'intégration européenne » ; SPEHT Julia, « Party Network at the EU level and Emerging added Value for "Members" ».

BERGOUNIOUX Alain, GRUNBERG Gérard, *L'Utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au Vingtième siècle*, Paris, éditions De Fallois, 1996, 406 pages.

Conférence proposée par la Fondation Jean-Jaurès et l'Office universitaire de recherche socialiste, Les Rendez-vous de l'histoire de Blois : « Travailleurs britanniques et socialistes français face à la construction européenne », Blois, 11 octobre 2008 :

- ♣ Intervention de Sir Stuart Bell
- ♣ Intervention de Bernard Poignant

DELWIT Pascal, *Les Partis socialistes et l'intégration européenne, France, Grande Bretagne, Belgique*, Études Européennes, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, 1995, 302 pages.

DELWIT Pascal, DE WAELE Jean-Michel, *La Gauche face aux mutations en Europe*, Éditions de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 1993, 218 pages.

DELWIT Pascal (Ed.), *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Études Européennes, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, 266 pages.

DREYFUS Michel, *L'Europe des socialistes*, Éditions Complexe, Paris, 1991, 350 pages.

GRUNBERG Gérard, *Vers un socialisme européen ?*, éditions Hachette, Paris, 1997, 160 pages.

HIX Simon, LESSE Urs, *Shaping a Vision, 1957-2002, A History of the Party of European Socialists*, Tony Robinson, Bruxelles, 2002, 120 pages.

JALABERT Laurent, *Les Socialistes et l'Europe (1958-2008)*, Encyclopédie du socialisme, Paris, 2008, 125 pages.

LAZAR Marc (dir.), *La Gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, PUF, Paris, 1996, 704 pages.

VALLIN Jean-François, *L'Europe sous la responsabilité des socialistes européens, Les Notes de la Fondation Jean Jaurès*, Numéro 11, Avril 1999, 127 pages.

### Internationale socialiste

DEVIN Guillaume, *L'Internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1993, 437 pages.

DONNEUR André, *L'Internationale socialiste*, PUF, 1983, 126 pages.

PORTELLI Hugues (dir.), *L'Internationale socialiste*, publié avec le concours de l'université Paris 10 Nanterre, Les Éditions Ouvrières, coll. « Enjeux Internationaux », 1983, Paris 189 pages.

### La démocratie-chrétienne en Europe

ALEXANDRE-COLLIER Agnès, JARDIN Xavier, *Anatomie des droites européennes*, Armand Colin, Paris, 2004, 264 pages.

CHENAUX Philippe, *Une Europe Vaticane ? Entre le Plan Marshall et les Traités de Rome*, éditions Ciaco, Bruxelles, 1990, 363 pages.

Comité d'Histoire parlementaire et politique, revue *Parlement[s] Histoire & Politique*, numéro « *L'Europe, l'Europe !* », éd. Armand Colin, n°1, Paris, 2004, 137 pages : LÉBOUCHER-SEBBAB Anne, « Le PPE dans les années 1970 et 1980 : les mutations d'un parti démocrate-chrétien européen », pages 79 à 91

DELWIT Pascal (dir.), *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence ?*, Éditions de l'université libre de Bruxelles, Bruxelles, 2003, 350 pages.

DURAND Jean-Dominique, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, question au XX<sup>e</sup> siècle, Éditions Complexe, 1995, 383 pages.

HANLEY David, *Le Parti Populaire Européen (PPE), Bilan d'une législature (1999-2004)*, Les cahiers du CEVIPOL, 2004/1, [www.ulb.ac.be/soco/cevipol](http://www.ulb.ac.be/soco/cevipol).

PAPINI Roberto, *L'Internationale démocrate-chrétienne (1925-1986). La coopération internationale entre les partis démocrates-chrétiens de 1925 à 1986*, Éditions du Cerf, Paris, 1988, 238 pages.

### Élections européennes

BOSSUAT Gérard, CANDIARD Adrien, CÉPÈDE Frédéric, COT Jean-Pierre, GARCIA Xavier, MARTIN Pierre, TUMELTS Elsa, *Les Socialistes et les élections européennes (1979-2004)*, Les Notes de la Fondation Jean Jaurès, numéro 39, juin 2004, 140 pages.

DELWIT Pascal, POIRIER Philippe (Ed.), *Parlement puissant, électeurs absents ? Les élections européennes de juin 2004*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2005, 316 pages.

GRUNBERG Gérard, PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette, *Le Vote des Quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Presses de Science-Po, Mayenne, 2000, 400 pages.

Série Internationale numéro 27, Université de Paris III, *Les Élections européennes de juin 1984. Une élection européenne ou dix élections nationales*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1986, 251 pages : SERGEAN Jean-Claude, AUCHET Marc, GRANOZIO Bruno, LASSERE René, « L'élection européenne comme événement de presse », pages 2 à 25 ; CHARLOT Anne, « La campagne télévisée européenne », pages 28 à 35 ; ROVAN Joseph, « L'abstentionisme : européen ou national ? », pages 38 à 65 ; CHARLOT Monica, « Les motivations de vote », pages 68 à 80.

### Politisation des structures européennes

ABÉLÈS Marc, *La Vie quotidienne au Parlement européen*, Hachette, Paris, 1992, 437 pages.

BELOT Céline, CAUTRÈS Bruno (dir.), *La Vie démocratique de l'Union européenne*, Les études de la documentation française, Paris, 2006, 187 pages.

DELWIT Pascal, KÜLAHCI Erol, VAN DE WALLE Cédric (dir.), *Les Fédérations européennes de partis. Organisation et influence*, Éditions de l'université de Bruxelles, Bruxelles, 2001, 254 pages.

DELWIT Pascal, DE WAELE Jean-Michel, MAGNETTE Paul, *À qui sert le Parlement*

européen ? *Stratégies et pouvoirs d'une assemblée transnationale*, Études européennes, Éditions Complexe, Bruxelles, 1999, 231 pages.

DU RÉAU Elisabeth, MANIGAND Christine, SANDU Traian (dir.), *Dynamiques et résistances politiques dans le nouvel espace européen*, L'Harmattan, Cahier de la nouvelle Europe, Paris, 2005, 227 pages.

HIX Simon, NOURY Abdul, ROLAND Gérard, *Democracy in the European Parliament*, 11 July 2005, 322 pages.

HIX Simon, BARTOLINI Stefano, *La Politisation de l'UE : remède ou poison ?*, Policy Paper n°19, Notre Europe, Études & Recherches, mars 2006, 55 pages.

LAMY Pascal, *Le Parlement européen, une démocratie adolescente*, Revue des Deux mondes, juin 1994, pages 27 à 33.

Raison Publique, Éthique, Politique et Société, *Démocratie : la voie européenne*, PUPS, octobre 2007, 272 pages : TSOUKALIS Loukas, « Une Europe plus politique », pages 131 à 141 ; CHENEVAL Francis, « Projet de démocratie perpétuelle : ratification et démocratie directe en l'Union européenne », pages 141 à 161.

SOIN Robert, *L'Europe politique, Histoires, crises, développements et perspectives des processus d'intégration*, Armand Colin, Lassay-les-Château, 2005, 222 pages.

ZARKA Jean-Claude, *Les députés européens*, Gualino éditeur, Les Carrés SUP, Paris, 1999, 110 pages.

### **Mémoires de recherches universitaires :**

BEAUVALLET Willy, *PROFESSION : EURODÉPUTÉ. Les élus français au Parlement européen et l'institutionnalisation d'une nouvelle figure politique et élective (1979-2004)*, thèse dirigée par les professeurs Niilo KAUPPI et Renaud DORANDEU, Université Strasbourg 3–Robert Schuman, Institut d'études politiques – Groupe de sociologie politique européenne, novembre 2007, 670 pages.

BENHAMOU Salomé, *Le Parti socialiste et le Parlement européen de 1957 à nos jours : une volonté de démocratisation progressive*, mémoire de Master 1 sous la direction d'Éric BUSSIÈRE, université Paris IV-Sorbonne, juin 2008, 208 pages.

COUNIL Christophe, *Les socialistes français face à la construction européenne, du congrès d'Épinay à la ratification de l'acte unique*, mémoire de maîtrise, sous la direction d'Elisabeth DU RÉAU, université du Maine, 1994.

DANIEL Jean-Philippe, *Les réseaux socialistes français et l'adhésion de l'Espagne à la communauté économique européenne (1978-1986)*, maîtrise d'histoire contemporaine, sous la direction d'Éric BUSSIÈRE, université Paris-Sorbonne, 1999, 98 pages.

DELOR Olivier, *La doctrine du GSPE (Groupe socialiste au Parlement Européen) dans la crise idéologique de la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, mémoire de DEA, sous la direction de M. ROBIN, Nanterre, 1990, 156 pages.

GLOGOWSKI Aleksander, *L'attitude du PSE et du PPE à l'égard de l'élargissement de l'Union européenne aux Pays d'Europe Centrale*, mémoire de maîtrise de sciences politiques, sous la direction de Georges LOMNÉ, Centre d'études européennes, université de Marne-la-Vallée, 129 pages.

MONOT Mathieu, *Des socialistes d'Europe aux socialistes européens ? Unité et évolution idéologique du socialisme européen au cœur de la relance de l'Europe dans les années 1980*, mémoire de master 1 en histoire contemporaine, sous la direction d'Éric BUSSIERE, université Paris IV-Sorbonne, septembre 2008, 296 pages.

ROA BASTOS Francisco, *Des « fédérations européennes de partis » aux « europartis » : une approche du phénomène partisan au niveau européen. Étude des interactions entre partis français, fédérations européennes de partis et groupes politiques*, master 2 sous la direction de Patrick HASSENTEUFEL, Institut d'études politiques de Paris, septembre 2006, 111 pages.

### **Biographies :**

DIDRY Claude, MIAS Arnaud, *Le Moment Delors. Les syndicats au cœur de l'Europe sociale*, P.I.E.-Peter Lang, Bruxelles, 2005, 349 pages.

DRAKE Helen, *Jacques Delors en Europe. Histoire et sociologie d'un leadership improbable*, Presses universitaires de Strasbourg, Dijon-Quetigny, 2002, 253 pages.

### **Articles spécialisés :**

BERGOUNIOUX Alain, LAZAR Marc, *Débat, La Social-démocratie dans l'Union Européenne*, Note de la Fondation Jean-Jaurès, 1997, 23 pages.

GEORGAKAKIS Didier, *La Démission de la Commission européenne : scandale et tournant institutionnel (octobre 1998-mars 1999)*, Cultures & Conflits, 38-39, 2000.

MATTILA Miko, *Contested Decisions: Empirical Analysis of Voting in the EU Council of Ministers*, European Journal of Political Research 43 (2004), pages 29 à 50

PETITEVILLE Franck, *La Coopération économique de l'Union européenne entre globalisation et politisation*, Revue française de science politique, Volume 51, Numéro 3, 2001, pages 431-458.

POUTHIER Jean-Luc, *Domenico Russo (1876-1947) : un journaliste démocrate chrétien devant le fascisme*, Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-Âge,

Temps modernes, Volume 91, Numéro 2, 1979, pages 931-964.

QUERMONNE Jean-Louis, *Commentaires relatifs aux deux rapports de Simon Hix et Stefano Bartolini « La politisation de l'Europe : remède ou poison ? »*, Notre Europe, Études & Recherches, 3 pages.

RICARD-NIHOUL Gaëtane, *Politisation : bon ou mauvais remède pour l'Union ? Première synthèse des débats et premières pistes de réflexion*, Notre Europe, Études & Recherches, septembre 2006, 18 pages.

ROA BASTOS Francisco, *Des « partis politiques au niveau européen » ? État des lieux à la veille des élections européennes de juin 2009*, Notre Europe, Études et Recherches n°71, mai 2009, 50 pages.

WIELGOSS Tanja, *Le PS et le SPD face à la construction européenne*, Fondation Jean Jaurès, avril 2003, 19 pages.